

## L'impact du choc démographique sur l'économie du Québec La progression plus lente du PIB aura des conséquences multiples

Le Québec s'apprête à vivre deux ondes de choc simultanées au plan démographique, soit celle du vieillissement de son bassin de main-d'œuvre qui va s'accélérer et, dans quelques années, celle d'une baisse de la population active. Au-delà des conséquences sur le marché du travail, déjà analysées dans un récent *Point de vue économique*<sup>1</sup>, c'est toute la dynamique de la croissance économique qui sera affectée. Comme la vitesse de croisière du PIB réel repose à la fois sur la progression de la population active et sur les gains de productivité, le potentiel de croissance de l'économie québécoise sera réduit à coup sûr. Même une productivité accrue pourra difficilement, à elle seule, combler le fossé qui se creusera au plan démographique. Le cas du Québec n'est cependant pas unique : d'autres pays industrialisés, notamment le Japon et certains pays d'Europe, ont déjà commencé à subir les effets du vieillissement de leur population. La progression de l'économie y a par conséquent ralenti, ce qui confirme que le Québec, sans être condamné à la décroissance, devra bientôt composer avec une cadence économique moins soutenue.

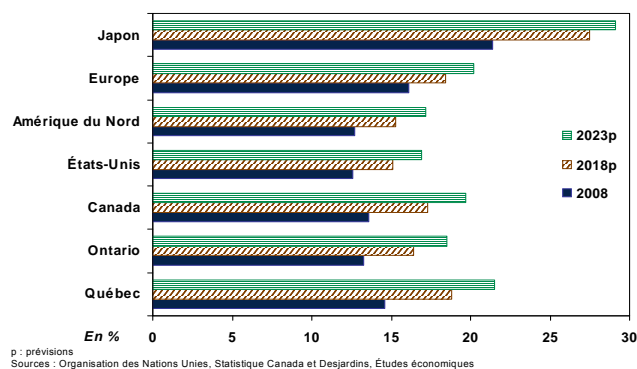
La présente analyse permettra de mieux évaluer l'ampleur des ajustements auxquels sera confrontée l'économie de la province, fera le point sur les principales implications et tentera de dégager des pistes de solutions pour amoindrir les conséquences prévisibles d'une progression plus lente de l'activité économique d'ici quelques années à peine. Il faut éviter que la récession actuelle occulte cet enjeu de moyen terme. Le prochain cycle d'expansion, qui débutera probablement l'an prochain, ne tardera pas à être rattrapé par les tendances démographiques défavorables. La présente période de contraction de l'économie donne cependant un avant-goût des choix difficiles qui s'imposeront pour la société québécoise. L'état déjà précaire des finances publiques aura peine à s'améliorer dans un contexte de croissance économique plus lente qui limitera l'augmentation des entrées fiscales. Le Québec peut-il éviter de se retrouver malgré lui dans un tel cul de sac?

### LE VIEILLISSEMENT SERA PLUS MARQUÉ AU QUÉBEC

Actuellement, la population du Québec est encore relativement jeune. La proportion de personnes âgées de 65 ans et plus avoisine les 15 %, soit l'une des plus faibles parmi les principaux pays industrialisés. Un revirement majeur se pointe toutefois pour le Québec qui s'apprête à subir un vieillissement accéléré de sa population. Dès 2011, les premiers baby-boomers, nés entre 1946 et 1966<sup>2</sup>, atteindront l'âge de 65 ans. Comme la vague de naissances survenue au cours de cette période a été relativement plus forte ici qu'ailleurs en Amérique du Nord, l'effet à venir sur le vieillissement de la population sera beaucoup plus marqué. Dans une quinzaine d'années, près du quart des habitants de la province seront âgés de 65 ans ou plus. Cette proportion se rapprochera de celle qui prévaut déjà dans certains pays européens ainsi qu'au Japon (graphique 1). Le Québec subira par conséquent un sort semblable à celui de certains pays industrialisés qui ont déjà commencé à ressentir les effets du vieillissement démographique.

L'exemple nippon est éloquent à cet égard et donne un bon aperçu de ce qui attend la province en terme de croissance économique (voir encadré page 2).

Graphique 1 – Part de la population de 65 ans et plus dans certaines économies industrialisées



**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Hélène Bégin**  
Économiste senior

**Yves St-Maurice**  
Directeur et économiste en chef adjoint

**Hendrix Vachon**  
Économiste

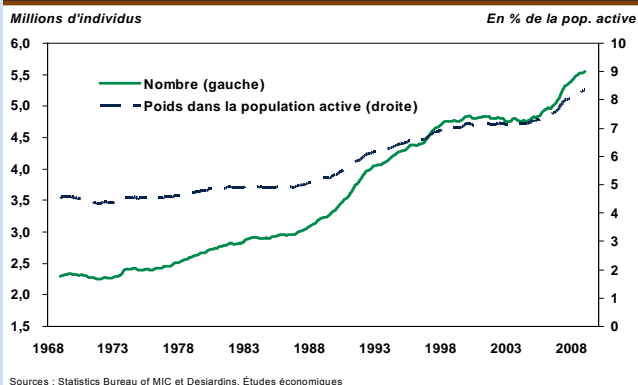
418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

**DIMINUTION DU PIB POTENTIEL : L'EXEMPLE DU JAPON**

Les changements démographiques constituent, pour la plupart des pays industrialisés, une menace qui frappera d'ici une dizaine d'années et qui affectera significativement la croissance du potentiel de production. Certains pays émergents, en particulier la Russie et plusieurs pays d'Europe de l'Est, seront également touchés en raison de l'exode massif des jeunes. Il existe des endroits où l'évolution défavorable de la démographie a déjà amputé une part importante de la progression de l'économie, comme c'est le cas, entre autres, au Japon.

Dans ce pays, la variation de la population active a été légèrement négative, en moyenne, au cours des dix dernières années. En comparaison, la croissance annuelle de la population active nipponne a été de 1,2 %, en moyenne, dans les années 80. Une partie de la réduction du nombre de jeunes travailleurs a été compensée par une hausse de travailleurs âgés de 65 ans et plus, mais cela n'a pas été suffisant pour empêcher le déclin général de la force de travail japonaise (graphique 2).

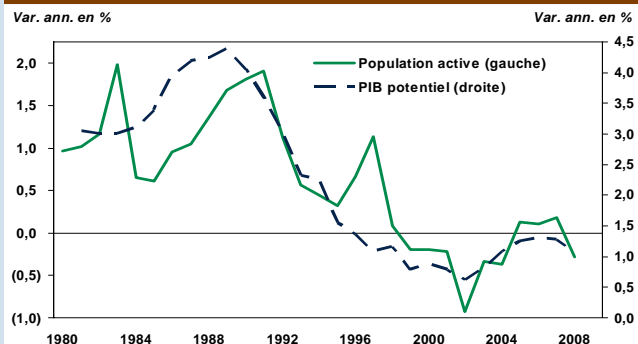
**Graphique 2 – Les travailleurs de 65 ans et plus sont de plus en plus nombreux au Japon**



Sources : Statistics Bureau of MIC et Desjardins, Études économiques

Les changements démographiques dans ce pays expliquent une bonne partie de la réduction de la croissance du PIB potentiel qui a fluctué entre 0,5 % et 1,5 % depuis une quinzaine d'années (graphique 3). En comparaison, le rythme de

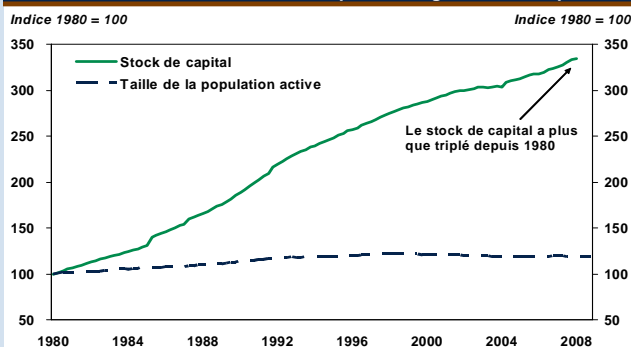
**Graphique 3 – La baisse de la population active a affecté la croissance du PIB potentiel japonais**



Sources : Japan Cabinet Office, Statistics Bureau of MIC et Desjardins, Études économiques

croissance était supérieur à 3 %, en moyenne, dans les années 80. Une autre raison qui permet d'expliquer cette baisse de régime est la profonde crise du secteur bancaire, qui a découlé du crash boursier et immobilier au Japon dans les années 90. Qui plus est, même si l'économie nipponne ne peut plus compter sur une croissance de sa force de travail pour augmenter son potentiel, elle peut toujours miser sur la hausse de son stock de capital (équipements, bâtiments et infrastructures) qui a plus que triplé depuis 1980 (graphique 4), mais aussi sur le développement technologique qui se mesure toutefois plus difficilement.

**Graphique 4 – Faute de travailleurs, l'augmentation du capital a assuré la croissance économique de long terme au Japon**

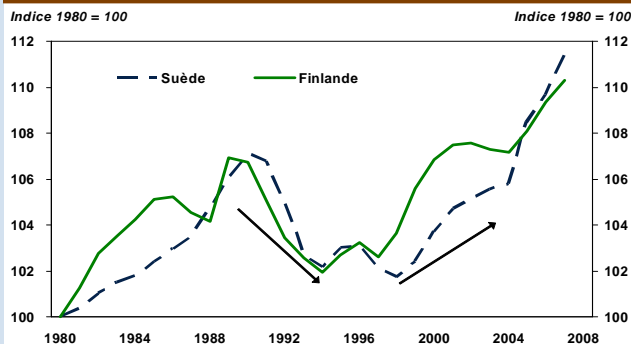


Sources : Statistics Bureau of MIC et Desjardins, Études économiques

Le déclin de la population active, attribuable au vieillissement démographique, a néanmoins réduit la progression de l'économie de plus de la moitié au cours des quinze dernières années et plusieurs problèmes économiques liés au vieillissement ont fait surface. Entre autres, le poids de la dette publique brute, qui approche les 200 % du PIB nominal et qui sera de plus en plus lourd à supporter pour les Japonais. Les pressions budgétaires continueront en effet de s'accroître au moment où le coût de plusieurs services publics, notamment ceux associés à la santé et au régime de pension, augmentera en raison du vieillissement de la population.

La Suède et la Finlande<sup>3</sup> figurent parmi d'autres cas populaires de pays ayant déjà vécu une diminution de leur popula-

**Graphique 5 – La Suède et la Finlande ont enregistré une baisse temporaire de leur population active dans les années 90**



Sources : OCDE et Desjardins, Études économiques

tion active (graphique 5). Ces baisses du nombre de travailleurs se sont produites dans les années 90, mais cela n'a été que temporaire, car leur déficit démographique s'est corrigé quelques années plus tard, notamment grâce à l'immigration. Il est cependant plus difficile de déterminer l'impact véritable du choc démographique sur le potentiel de l'économie de ces deux pays étant donné qu'une importante crise bancaire est survenue au cours de cette même, et relativement courte, période. D'importantes réformes sociales ont néanmoins permis de dégager une marge de manœuvre financière. La Suède a, entre autres, opté pour une place accrue du secteur privé afin de réduire les pressions sur les finances publiques et a instauré un ticket modérateur en santé<sup>4</sup>. Les études universitaires sont toutefois gratuites, une facette du modèle suédois qui encourage la formation.

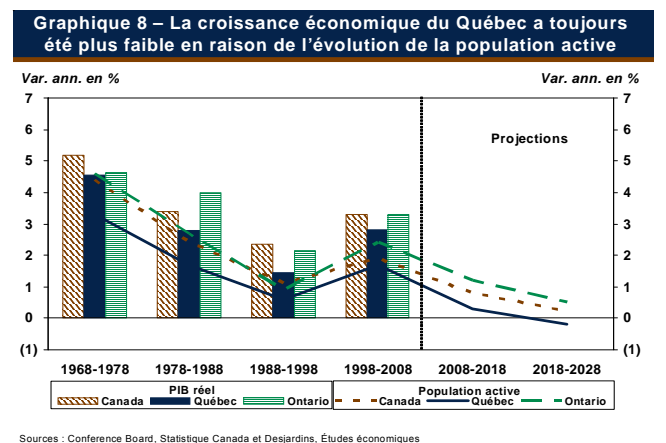
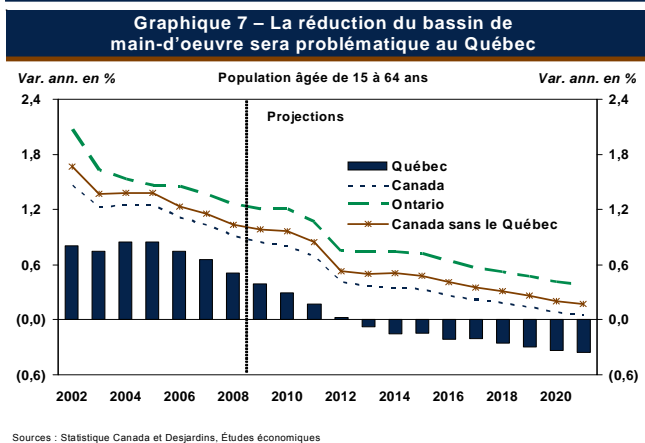
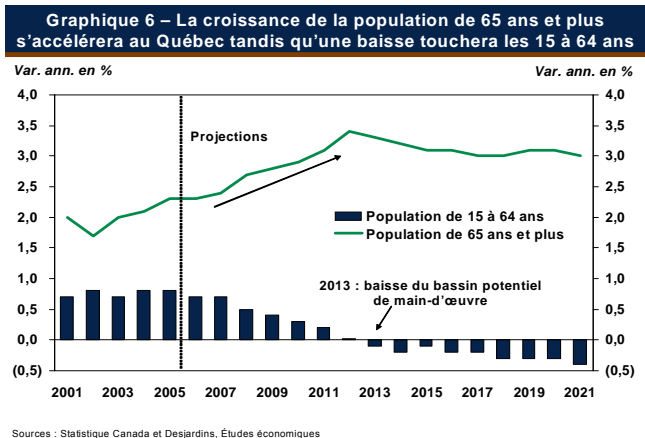
Les pays scandinaves, les Pays-Bas et l'Irlande ont également dû procéder à des changements radicaux après que la situation financière de leurs gouvernements se soit retrouvée dans une impasse. Une progression importante de l'endettement public était tout simplement insoutenable dans un contexte de population vieillissante. Certains pays ont par exemple augmenté progressivement l'âge du départ à la retraite, revu en profondeur le régime de pension publique et réduit la taille de l'État en faisant davantage de place au privé. Le niveau de vie de la classe moyenne se serait toutefois détérioré depuis la mise en place de ses réformes, notamment en Suède. Le Québec aurait donc avantage à analyser les différentes réformes mises de l'avant au cours des dernières années dans ces pays européens. Bien que certaines d'entre elles se soient avérées infructueuses, voire non souhaitables, elles ont néanmoins permis de donner le coup de pouce nécessaire pour redresser les finances publiques.

Les conséquences du vieillissement de la population pour le marché du travail et, incidemment, pour l'économie seront donc plus importantes au Québec qu'ailleurs au Canada. Le départ massif anticipé de travailleurs à la retraite entraînera une diminution du bassin potentiel de main-d'œuvre (graphique 6). L'arrivée des jeunes sera insuffisante pour remplacer cette génération. D'après les projections de Statistique Ca-

nada, la population âgée de 15 à 64 ans amorcera une baisse dès 2013 tandis qu'elle continuera de croître au Canada et en Ontario (graphique 7). L'effet du vieillissement se fera sentir dans une moindre mesure dans le reste du pays. La population en âge de travailler continuera d'y croître, mais beaucoup moins rapidement que par le passé.

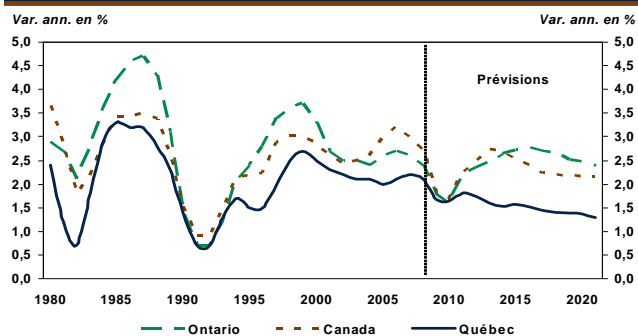
Or, l'évolution démographique du Canada et de l'Ontario est nettement plus favorable que celle du Québec depuis plusieurs décennies, ce qui soutient d'ailleurs un taux de croissance du PIB réel supérieur (graphique 8). Au cours des dix dernières années, la population active a progressé de 1,7 %, en moyenne, au Québec comparativement à 1,9 % au Canada et 2,4 % en Ontario. Cette divergence explique essentiellement l'écart du PIB potentiel de chacune de ces économies (voir encadré page 6).

Certaines années, il arrive que d'autres facteurs structurels ou conjoncturels prennent temporairement le dessus et qu'une région du pays enregistre une activité économique supérieure en dépit d'une démographie moins favorable. Au cours des



cinq dernières années, la croissance moyenne du PIB potentiel du Québec a été estimée à 2,1 %, celle de l'Ontario à 2,5 % et celle de l'ensemble du pays à 2,8 %. Le boom économique des provinces de l'Ouest explique pourquoi à la fois l'Ontario et le Québec, qui comptent pour près de 60 % de la population canadienne, se situent sous la moyenne nationale au chapitre du PIB potentiel pour cette période. Qui plus est, l'écart du Québec par rapport au reste du pays est appelé à s'élargir significativement au cours des prochaines années en raison des perspectives démographiques plus défavorables (graphique 9). Le poids économique et politique du Québec dans l'espace économique canadien continuera de s'effriter, mais l'érosion se fera bientôt à vitesse grand « V ».

**Graphique 9 – Évolution du PIB potentiel\* du Québec, de l'Ontario et du Canada**

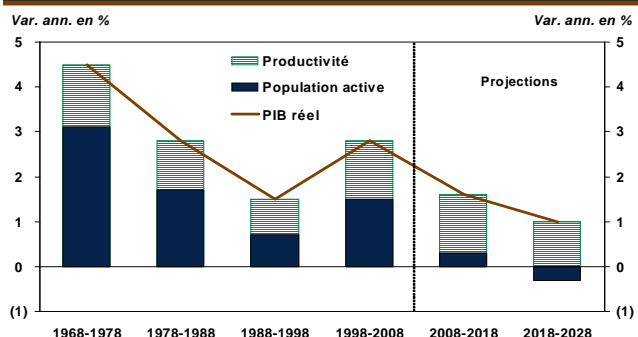


\* Basé sur les quantités de travail et de capital disponibles et une croissance des développements technologiques constante.  
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

### L'ÉCONOMIE EN SUBIRA LES CONTRECOURS

Un retour sur le passé est très révélateur de ce qui attend la province. Au fil des dernières décennies, la croissance économique a été étroitement liée à celle de la population active. Le PIB réel, qui augmentait de plus de 4 % par année dans les années 60, a été supporté par l'arrivée massive des premiers baby-boomers sur le marché du travail (graphique 10). Cette cohorte, née de 1946 à 1966 au Québec, a bien sûr bouleversé bien des choses sur son passage, notamment le système de santé et d'éducation. Son effet positif sur la croissance économique, dans les années 60 et 70, mérite cependant d'être souligné puisque l'effet inverse est sur le point de se produire au Québec.

**Graphique 10 – La croissance économique du Québec reposera bientôt uniquement sur les gains de productivité\***



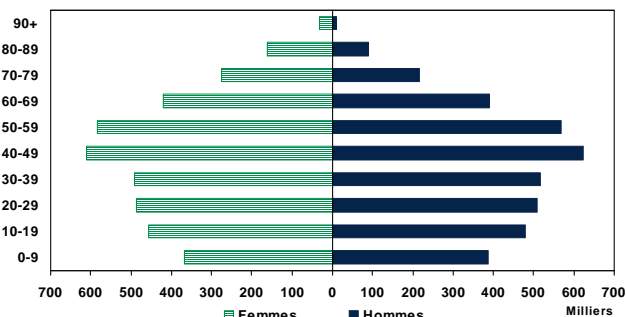
\* La productivité est calculée de façon résiduelle (variation du PIB réel moins celle de la population active).  
L'hypothèse d'une productivité constante (1998-2008) a été retenue pour les projections.  
Sources : Conference Board, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Comme l'augmentation de la population active s'atténuera graduellement sous le poids de la démographie, avant de décliner, la croissance économique perdra graduellement l'un de ses deux piliers. Selon le scénario retenu par Statistique Canada, en faisant l'hypothèse d'une participation accrue au marché du travail de la population âgée de 15 à 64 ans (c'est-à-dire une hausse du taux d'activité), la diminution de la population active sera reportée de 2013 à 2016. La progression du PIB réel s'appuiera alors uniquement sur les gains de productivité. Ceux-ci découleront alors de l'amélioration des processus de production, des innovations technologiques et de l'effet combiné de la substitution du travail vers le capital (moins de travailleurs seront disponibles et il faudra investir davantage). Inévitablement, la baisse de la population active se traduira par un accroissement de l'activité économique nettement inférieur à celui des dix dernières années.

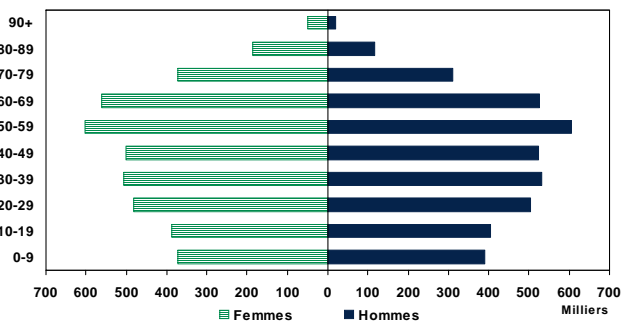
### QUELLES SONT LES SOLUTIONS?

Au plan démographique, les avenues qui permettraient de renverser la vapeur s'avèrent peu nombreuses et, dans la plupart des cas, elles sont insuffisantes pour donner le coup de barre nécessaire au changement de cap. Tel que démontré dans un récent *Point de vue économique*, ni l'immigration massive ou une remontée du taux de natalité ne peuvent infléchir les tendances démographiques actuelles. La remontée significative du nombre de naissances, observée depuis quelques années au Québec, élargira le bassin de travailleurs dans une perspective de long terme, mais il faudra patienter au moins une quinzaine d'années. À court terme, une partie de la solution repose sur l'immigration et sur des facteurs susceptibles d'atténuer la diminution prévisible du bassin de main-d'œuvre. En fait, le principal défi consiste à faire participer une part grandissante de la population au marché du travail afin de retarder le plus loin possible la réduction de l'offre de main-d'œuvre. Son déclin est toutefois inévitable puisque la pyramide des âges est impossible à renverser (graphiques 11 à 13). Quelques mesures atténuantes ont toutefois été identifiées : l'intégration d'un maximum de personnes aptes à l'emploi et disponibles pour le travail, une flexibilité accrue du marché du travail pour les travailleurs atypiques, une mobilité

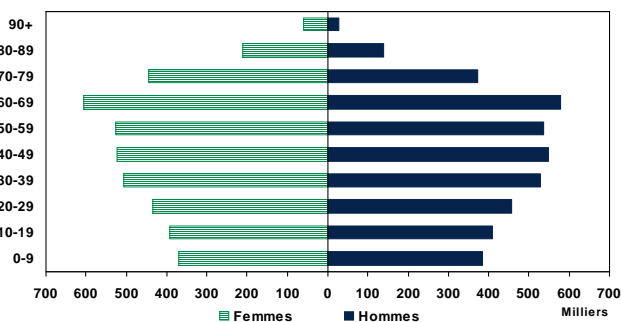
**Graphique 11 – Répartition de la population par groupe d'âge au Québec en 2008**



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

**Graphique 12 – Répartition de la population par groupe d'âge au Québec en 2018**


Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

**Graphique 13 – Répartition de la population par groupe d'âge au Québec en 2023**


Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

accrue de la main-d'œuvre entre les provinces, une plus grande reconnaissance des diplômés et des qualifications des immigrants et la mise en place d'incitatifs visant à retarder le début de la retraite constituent quelques solutions. Plusieurs d'entre elles ont déjà été mises de l'avant par le gouvernement du Québec et d'autres devraient bientôt être effectives. À titre d'exemple, l'entente France-Québec portant sur la reconnaissance mutuelle des qualifications des métiers et des professions devrait bientôt faciliter l'obtention d'un permis de travail pour les français qui s'installent ici. Cette mesure, jumelée à d'autres déjà en vigueur, devrait permettre de freiner les tendances démographiques défavorables sans toutefois empêcher une diminution prochaine du bassin de travailleurs.

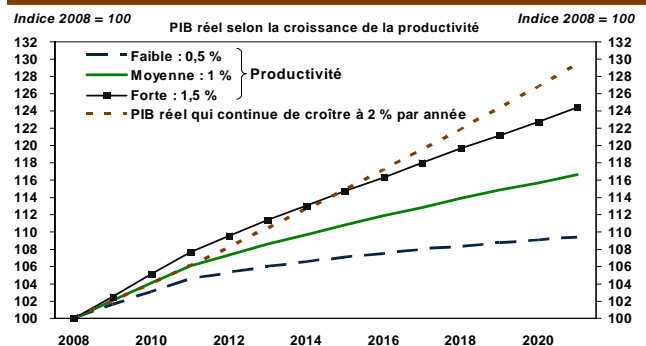
Mentionnons toutefois qu'une mise à jour des projections démographiques doit être rendue publique cet été par l'Institut de la statistique du Québec, tandis que Statistique Canada dévoilera à l'automne un nouveau scénario, pour le Canada et les provinces, basé sur le recensement de 2006. Dans le cas où les tendances seraient plus favorables que celles publiées précédemment, cela ne fera que repousser de quelques années la date butoir et donnerait plus de temps au Québec pour tenter d'amoindrir les effets pervers du choc démographique sur notre économie. De toute façon, il est déjà minuit moins une et un délai supplémentaire ne ferait que donner davan-

tage de temps au Québec pour se préparer au choc démographique dont l'intensité sera inévitablement plus forte qu'ailleurs.

### LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ PEUVENT-ILS SAUVER LA MISE?

Parmi les trois principaux axes affectant le potentiel de croissance, soit la démographie, la participation de la population au marché du travail et la productivité, seule une accélération de cette dernière pourrait faire une véritable différence. Dans ce contexte, peut-on vraiment tabler sur une augmentation de la productivité pour éviter un affaiblissement à venir du PIB potentiel? Habituellement, une hausse significative de la productivité est accompagnée d'un important changement technologique tel que l'implantation des systèmes informatiques dans la deuxième moitié des années 80. Certains économistes sont d'avis qu'une société vieillissante est moins productive. Cette thèse s'appuie, entre autres, sur le fait que l'entrepreneurship diminue, que moins de nouveaux diplômés apportent de nouvelles idées sur le marché du travail et que la santé des travailleurs âgés se détériore. D'autres économistes, au contraire, croient qu'un bassin de main-d'œuvre plus restreint ferait augmenter la productivité. La rareté de travailleurs inciterait les entreprises à améliorer leur façon de faire à chacune des étapes du processus de production ou encore à investir davantage. L'hypothèse la plus prudente consiste toutefois à maintenir les gains de productivité constants pour les prochaines années.

De toute façon, même le scénario le plus optimiste au chapitre de la productivité ne permet pas au PIB potentiel de maintenir le rythme actuel (graphique 14). En supposant que la hausse de la productivité soit semblable au rythme des dix dernières années, soit environ 1,0 %, en moyenne annuellement, la progression du PIB réel s'affaiblira autour de 0,8 % d'ici 2020. Cette hypothèse constitue notre scénario de base et, par le fait même, reflète une position neutre en regard des gains de productivité. Dans le cas où l'augmentation de la productivité ralentirait en raison du vieillissement de la population, la situation s'annonce encore plus critique. Selon ce scénario

**Graphique 14 – Même le scénario optimiste de croissance de la productivité ne permet pas de maintenir le rythme actuel**


Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

### ESTIMATION DU PIB POTENTIEL

Le PIB potentiel est une mesure de ce qu'une économie peut produire dans une situation hypothétique de pleine utilisation raisonnable de la main-d'œuvre et du capital pour un niveau de développement technologique donné. Il ne s'agit pas d'une variable que l'on peut directement observer. Tout dépendamment de la conjoncture économique, le PIB réel peut fluctuer au-dessus ou en dessous du potentiel. Certaines méthodes s'appuient sur la théorie économique pour l'estimer. C'est d'ailleurs sur quoi nos estimations pour le Québec sont fondées. D'autres approches se basent plutôt sur des techniques purement statistiques. Elles sont généralement plus faciles à employer étant donné qu'elles nécessitent moins de données, mais les risques de résultats erronés sont plus grands. Voici une brève description des approches habituellement utilisées pour estimer le PIB potentiel.

#### Estimation basée sur la théorie économique

Selon la théorie économique, le niveau de production ( $Y$ ) d'une économie dépend de la quantité de travail ( $L$ ) et de capital ( $K$ ) disponible, ainsi que du degré d'avancée technologique ( $A$ ). En supposant une forme fonctionnelle de type Cobb Douglas avec des rendements d'échelle constants, la production se définit comme suit :

$$Y = AL^\alpha K^{1-\alpha}$$

Cette équation peut être linéarisée afin d'exprimer la croissance de la production en fonction de la croissance des avancées technologiques, de la force de travail et du capital disponible. Le coefficient  $\alpha$  correspond à la part relative du travail dans la production totale, laquelle varie entre 65 et 75 % en moyenne selon les pays de l'OCDE. La borne inférieure de cette fourchette a été utilisée pour les calculs du potentiel de production du Canada, du Québec et de l'Ontario. Pour estimer celui-ci, il faut d'abord déterminer le potentiel de chacune des composantes avant de les additionner.

$$\Delta Y = \Delta A + \alpha(\Delta L) + (1 - \alpha)(\Delta K)$$

La méthodologie du Congressional Budget Office (CBO) pour calculer le PIB potentiel des États-Unis<sup>5</sup> et celle de l'OCDE<sup>6</sup> pour le potentiel de plusieurs pays s'inspirent de cette équation. Les principales difficultés ont trait à la disponibilité des données nécessaires pour obtenir l'estimation la plus précise possible pour chacune des composantes de l'équation. Ainsi, pour le Québec, la précision n'atteint pas celle que l'on peut obtenir pour le PIB potentiel américain, mais les résultats sont néanmoins assez fiables. Cette méthode de calcul est donc à la base de nos estimations.

#### Estimation d'une tendance linéaire

Cette technique statistique rudimentaire consiste ni plus ni moins à tracer une droite linéaire entre les données effectives du PIB réel. Cette approche suppose une croissance constante du potentiel, ce qui n'est pas très réaliste. En effet, les déterminants du potentiel de production (le capital, la disponibilité de la main-d'œuvre et le progrès technologique) changent dans le temps, ce qui indéniablement a des conséquences sur la véritable tendance autour de laquelle fluctue le PIB réel. On peut contourner en partie ce problème en estimant une tendance différente pour chacun des cycles économiques (du sommet jusqu'au creux). Cela ne permet toutefois pas de rejoindre le degré de précision de la méthode précédente et le risque d'erreur demeure non négligeable.

#### Utilisation du filtre Hodrick-Prescott

Afin de lever les rigidités qu'impose l'utilisation d'une tendance linéaire, des techniques de lissage non linéaire sont plus souvent privilégiées. Une méthode populaire pour lisser les séries est l'emploi du filtre Hodrick-Prescott (filtre HP). Le filtre HP calcule la série lissée «  $s$  » d'une série «  $y$  » en minimisant, d'une part, la variance de «  $y$  » autour de «  $s$  » et, d'autre part, en contraignant l'accélération de «  $s$  » (c.-à-d. la double différence de la variable «  $s$  »). Le paramètre  $\lambda$  mesure l'importance accordée à la seconde contrainte. Plus  $\lambda$  est grand, plus la série lissée «  $s$  » aura l'allure d'une droite linéaire. Habituellement, il est suggéré de prendre  $\lambda = 100$  pour des données annuelles, 1 600 pour des données trimestrielles et 14 400 pour des données mensuelles.

$$\sum_{t=1}^T (y_t - s_t)^2 + \lambda \sum_{t=2}^{T-1} ((s_{t+1} - s_t) - (s_t - s_{t-1}))^2$$

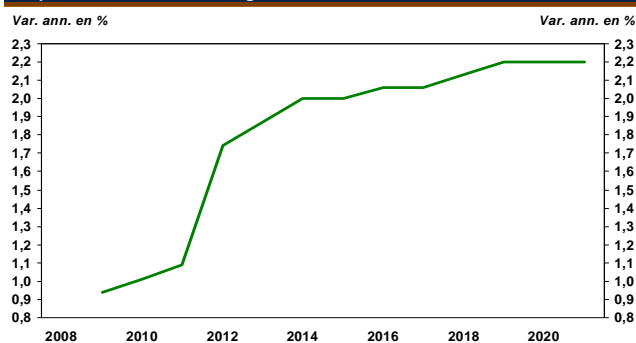
Cette approche n'est toutefois pas parfaite. Elle souffre, entre autres, d'erreurs d'estimation plus grandes en fin d'échantillon. Il est tout de même possible d'améliorer la qualité des estimations en ajoutant des prévisions pour la série qui est lissée. Plus spécifique au calcul du PIB potentiel, une autre faiblesse du filtre HP est sa rigidité à traiter l'amplitude des chocs (pas d'asymétrie possible) et leur nature (chocs d'offre versus chocs de demande). Pour y remédier, des techniques plus avancées, mais aussi plus compliquées à calculer, suggèrent d'incorporer d'autres variables dans l'analyse comme l'évolution du taux de chômage par rapport à son niveau neutre ou le taux d'inflation<sup>7</sup>. Ce type d'approche peut très bien s'appliquer au cas du Québec, mais celle-ci n'a pas été retenue, préférant une méthode plus près de la théorie économique.

pessimiste, des gains se limitant à seulement 0,5 % par année abaisseraient le PIB potentiel du Québec à 0,3 % d'ici 2020. Finalement, même si des progrès sont accomplis au chapitre de la productivité et que la hausse atteignait 1,5 % par année, le potentiel de croissance de l'économie du Québec s'affaiblirait un peu moins, mais se limiterait tout de même à 1,3 % à l'horizon de 2020.

Rappelons que le PIB potentiel se situait, d'après nos estimations, à 2,1 % en moyenne entre 2003 et 2008. Selon le scénario d'une croissance de la productivité constante (1 % en moyenne annuellement), le rythme de croisière de l'économie fléchira à 0,8 % dans une dizaine d'années. Dans le meilleur des cas, si les gains de productivité sont nettement supérieurs à ceux du passé, atteignant 1,5 % en moyenne par année, le potentiel de croissance de l'économie du Québec s'affaiblira à 1,3 %. Cette baisse de régime ressemble étrangement à celle du Japon dont le potentiel évolue entre 0,5 % et 1,5 % depuis quinze ans.

Pour que l'économie du Québec maintienne sa vitesse de croisière actuelle d'environ 2 % par année, il faudrait que les gains de productivité augmentent progressivement au cours des prochaines années jusqu'à un rythme de 2,2 % annuellement (graphique 15). Or, ce rythme semble presque impossible à atteindre puisqu'il a à peine dépassé les 1 % pour chacune des décennies depuis la fin des années 60.

**Graphique 15 – Croissance de la productivité du travail nécessaire pour maintenir une augmentation annuelle du PIB réel de 2 %**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

### LA BAISSÉ DU POTENTIEL SEMBLE INÉVITABLE

En somme, la croissance économique du Québec sera réduite à coup sûr puisque les gains de productivité ne pourront, à eux seuls, combler le fossé qui se creusera au niveau de la démographie dont les tendances semblent impossibles à renverser. Au mieux, une forte hausse de l'immigration ne ferait que reporter de quelques années la baisse prévisible de la population active puisque la pyramide des âges est solidement ancrée. Rappelons que c'est essentiellement la fécondité qui détermine la structure d'âge d'une population. La remontée significative du taux de natalité, observée depuis quelques années au Québec, aura bien entendu un impact positif sur le bassin de travailleurs, mais il faudra attendre au

moins une quinzaine d'années avant que les nouveaux nés accèdent au marché du travail. La réduction du potentiel de croissance de l'économie du Québec sera donc à l'image de la situation qui prévaut actuellement au Japon qui expérimente des tendances démographiques semblables à celles appréhendées pour la province. Le PIB potentiel de l'économie nipponne a fléchi significativement depuis le début des années 90 après que la progression de la population active soit tombée en panne. L'économie du Québec subira inévitablement le même sort d'ici quelques années.

À l'échelle nord-américaine, le Québec sera désavantagé par rapport à ses principaux partenaires commerciaux qui ressentiront le choc démographique avec moins d'intensité. Aux États-Unis, la population âgée de 15 à 64 ans continuera de croître en raison de la forte immigration et du taux de fécondité de 2,1 enfants par femme qui assure le remplacement des générations. Au Canada et en Ontario, la structure d'âge actuelle, combinée à la forte immigration, fera en sorte que l'accroissement de la population âgée de 15 à 64 ans s'affaiblira moins rapidement qu'au Québec et évitera même une diminution à plus long terme. Nos voisins pourront donc s'appuyer à la fois sur une augmentation de leur population active et sur des gains de productivité pour soutenir leur croissance économique, de sorte que le Québec se distancera davantage de l'Amérique du Nord.

### L'EXPANSION DES ENTREPRISES EST-ELLE COMPROMISE?

Comme le choc démographique affaiblira significativement le dynamisme de la demande intérieure, la seule porte de sortie pour assurer l'expansion des entreprises sera de se tourner davantage vers les marchés extérieurs<sup>8</sup>. Dans le cas où le Québec arrive à élargir suffisamment son espace économique, cela pourrait compenser en partie pour l'affaiblissement de l'économie domestique qui limitera les débouchés des entreprises. Une plus grande ouverture sur la scène internationale nécessitera cependant des efforts considérables de la part des exportateurs qui auront des difficultés croissantes à recruter de la main-d'œuvre une fois que la récession sera derrière nous. Seules les entreprises qui sont hautement concurrentielles et qui offrent des produits ciblés, voire exclusifs, pourront se permettre de rehausser les salaires pour attirer et retenir les travailleurs qualifiés.

Dans un contexte où la concurrence mondiale est de plus en plus vive, le défi est de taille pour l'économie du Québec. Les fabricants tournés vers les marchés extérieurs, dont la production ne se distingue pas des concurrents étrangers, pourront difficilement rehausser les salaires pour recruter des travailleurs. Faute de main-d'œuvre, la délocalisation de la production à l'étranger pourrait s'intensifier afin d'assurer l'expansion des entreprises. L'affaiblissement de la croissance économique du Québec risque donc d'accentuer le déclin du secteur manufacturier dont le poids économique ne cesse de

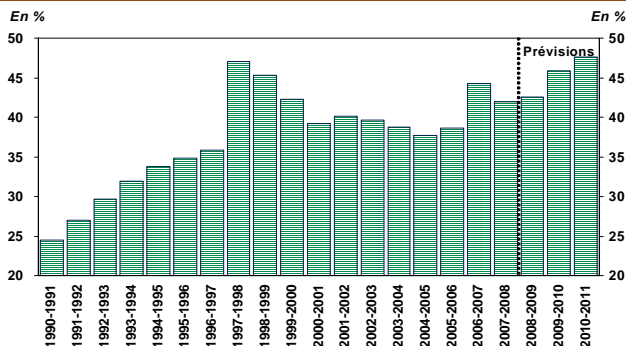
diminuer. La seule porte de sortie pour les entreprises, qui voudront continuer de produire ici, sera d'ajuster les salaires pour attirer les travailleurs tout en augmentant leur productivité afin de demeurer compétitives sur les marchés internationaux. L'importance de rehausser la productivité sera analysée prochainement dans un autre *Point de vue économique*.

Dans le secteur des services, qui est moins confronté à la concurrence étrangère, l'offre plus restreinte de travailleurs exercera une pression à la hausse sur les salaires. Les augmentations salariales seront plus importantes que celles accordées actuellement, mais les gains seront limités par la croissance plus faible de l'économie intérieure liée à la démographie défavorable.

**LE PRINCIPAL ENJEU : LES FINANCES PUBLIQUES**

La récession actuelle a déjà amené la problématique de l'équilibre budgétaire à l'avant-plan. La récente période d'expansion n'a pas permis au gouvernement du Québec de se bâtir une marge de manœuvre suffisante pour surmonter les périodes creuses et encore moins à se préparer au choc démographique qui frappera bientôt à sa porte. Le poids de la dette, qui a culminé à plus de 45 % du PIB nominal il y a dix ans (graphique 16), a été réduit à moins de 40 % dans la première

**Graphique 16 – L'importance relative de la dette nette par rapport au PIB nominal augmentera au Québec**

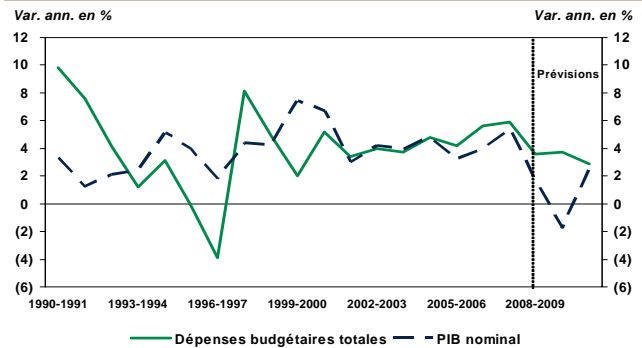


Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

moitié des années 2000. Les efforts de discipline budgétaire consentis pendant cette période auront été insuffisants puisqu'un retour à un ratio au-delà de 45 % est prévu pour le présent exercice budgétaire. L'augmentation de la dette ainsi que la récession, qui entraînera une baisse du PIB nominal, provoqueront une détérioration préoccupante des finances publiques. L'exercice 2009-2010 se soldera par un important déficit, estimé à au moins 4 G\$, et le retour à l'équilibre budgétaire, prévu pour 2013-2014, est loin d'être assuré. Le Québec se dirige inévitablement vers une impasse financière majeure, surtout que l'augmentation des dépenses gouvernementales est supérieure à celle du PIB nominal depuis quelques années (graphique 17).

Or, c'est en 2016 que le déclin de la population active sur le marché du travail commencera à limiter de façon importante les entrées fiscales du côté des particuliers. Les tendances

**Graphique 17 – La croissance des dépenses budgétaires continuera d'être supérieure à celle de l'économie du Québec**



Sources : Ministère des Finances du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

démographiques ne feront qu'accroître la pression sur les finances publiques. Selon la structure de l'assiette fiscale actuelle, qui compte beaucoup sur l'imposition du revenu des travailleurs, il sera de plus en plus difficile de maintenir une croissance suffisante des revenus pour compenser l'augmentation des dépenses. L'impôt des particuliers, qui provient principalement des revenus de travail, compte pour près de 40 % des revenus totaux du gouvernement du Québec. Du côté des dépenses, 25,4 milliards de dollars ont été alloués au ministère de la Santé et des Services sociaux en 2008-2009, une augmentation de 5,7 % par rapport à l'année précédente. Et il s'agit d'une tendance lourde! Dans ces circonstances, le gouvernement devra trouver d'autres sources de revenus pour équilibrer ses finances ou couper dans les dépenses, voire réaliser des gains de productivité dans les secteurs qu'il contrôle.

Du côté des revenus, l'idée d'accroître la tarification ne doit pas servir uniquement à remplir les coffres de l'État. Celle-ci sert surtout à envoyer les bons signaux aux consommateurs. Une tarification insuffisante incite habituellement au gaspillage, tandis qu'une tarification trop élevée conduit à une sous-consommation et à une perte de bien-être économique et social. Une hausse des tarifs ne doit donc pas être considérée comme l'ingrédient miracle.

Difficile aussi d'aborder la question des pressions fiscales sans traiter du fardeau de la dette. Au cours des dernières années, les gouvernements ont surtout misé sur une augmentation du PIB pour réduire le poids de la dette. Or, un potentiel de croissance plus faible signifiera que son importance diminuera beaucoup moins rapidement. Tôt ou tard, le Québec ne pourra pas uniquement se contenter de payer les intérêts, mais il devra aussi rembourser une partie du capital, comme tout bon emprunteur d'ailleurs! À terme, c'est exactement l'objectif du fonds des générations, mais encore faut-il que le rendement de ces placements soit supérieur aux intérêts versés sur la dette. Par ailleurs, il y aura toujours un risque qu'un gouvernement choisisse d'utiliser les montants du fonds pour des dépenses d'épicerie ou pour boucler son budget plutôt que de véritablement rembourser la dette.

## CONCLUSION

Pour conclure, rappelons que le Québec est à l'aube d'un choc démographique majeur. Le vieillissement entraînera une baisse de la population en âge de travailler en 2013. La diminution de la population active surviendra quelques années plus tard, soit en 2016, en faisant l'hypothèse d'une plus grande participation au marché du travail. Bien que certains éléments, comme une remontée de l'immigration ou une participation accrue au marché du travail, pourraient reporter ce déclin de quelques années, celui-ci est cependant inévitable. La structure de la pyramide des âges qui prend des décennies à se façonner, s'avère presque impossible à modifier, du moins à court terme. Le rythme de croissance de l'économie du Québec, qui repose actuellement sur l'augmentation de la population active et les gains de productivité, est donc condamné à s'affaiblir.

Dans le meilleur des cas, selon le scénario d'une forte accélération de la productivité, le potentiel de croissance de l'économie du Québec sera inférieure à 1,5 % d'ici une dizaine d'années comparativement à environ 2 % actuellement. Dans la situation où les gains de productivité se maintiennent au même rythme qu'au cours des dix dernières années, le potentiel de notre économie pourrait même s'affaiblir en deçà de 1 %. Comme l'hypothèse prudente d'une augmentation constante de la productivité a été retenue, il faut en conclure que le potentiel de croissance de l'économie du Québec sera réduit de moitié d'ici dix ans. Cette baisse de régime ressemble étrangement à celle du Japon, dont le potentiel évolue entre 0,5 % et 1,5 % depuis quinze ans, alors qu'il était supérieur à 3 % dans les années 80. L'exemple de ce pays, qui a subi avant nous l'effet du vieillissement de sa population, démontre clairement ce qui attend le Québec au plan économique ainsi que l'effet dévastateur prévisible sur les finances publiques.

Bien sûr, les conséquences économiques du vieillissement démographique sont multiples et s'étendent à plusieurs aspects. L'effort d'adaptation colossal auquel devront se plier les entreprises, dont l'expansion sera menacée par la léthargie du marché intérieur et les difficultés croissantes à trouver suffisamment de travailleurs qualifiés, changera profondément la dynamique de l'économie québécoise. Les finances publiques constituent cependant le principal défi auquel sera confrontée l'économie de la province.

Les pays scandinaves qui se sont retrouvés dans une impasse financière ont dû revoir en profondeur leurs politiques économiques et sociales pour se sortir du marasme. Le Québec devra, tôt ou tard, en faire autant. Rappelons que d'importants déficits ont obligé le gouvernement du Québec à effectuer des coupures budgétaires draconiennes, dans la deuxième moitié des années 90, suite à l'adoption de la loi anti-déficit. Cette fois, les effets de la récession actuelle et l'augmentation soutenue des dépenses de l'État, en particulier la santé et l'éducation, compromettent déjà le retour à l'équilibre budgétaire prévu pour l'exercice 2013-2014. Ces deux ministères accaparent environ les deux tiers des dépenses de programme. Avec le vieillissement démographique qui exercera une pression sur les coûts de santé et les dépenses en éducation qui pourraient aussi augmenter suite au mini baby-boom observé depuis quelques années au Québec, le gouvernement risque de se retrouver rapidement coincé. À moins d'un changement de cap, l'enveloppe des autres ministères sera forcément réduite, du moins en termes réels.

Comme la province n'a pas réussi à dégager de marge de manœuvre budgétaire lors du dernier cycle d'expansion, l'effet du choc démographique sur les finances publiques sera brutal et, surtout, lourd de conséquences pour les acquis sociaux des Québécois. Une vague de réformes encore plus douloureuses que celles de la dernière décennie, notamment le virage du gouvernement Bouchard et celui de Paul Martin, alors ministre des Finances au fédéral, sera donc incontournable. Dans un contexte de vieillissement démographique, une réforme de la fiscalité visant à réduire l'impôt sur le revenu tout en augmentant les taxes à la consommation pourrait être envisagée. Un fardeau fiscal moins lourd pour les travailleurs contribuerait à freiner l'exode des cerveaux dont nous aurons encore plus besoin au cours des prochaines années. Il importe aussi de redéfinir le rôle de l'État pour permettre aux Québécois de conserver certains acquis sociaux et de vivre davantage selon leurs moyens. Certaines vaches sacrées devront sans doute être sacrifiées afin de diminuer le fardeau de la dette et, surtout, le rendre supportable pour les jeunes générations.

**François Dupuis**

Vice-président et économiste en chef

**Hélène Bégin**

Économiste senior

**Hendrix Vachon**

Économiste

<sup>1</sup> Voir le *Point de vue économique* « Économie du Québec : les effets pervers du choc démographique sont à nos portes – Il importe d'agir maintenant pour amoindrir les conséquences sur le marché du travail », 13 août 2008.

<sup>2</sup> Selon l'Institut de la statistique du Québec, les générations du baby-boom désignent habituellement la cohorte née de 1946 à 1966.

<sup>3</sup> Revue Desjardins Entreprises « Pénurie de main-d'oeuvre : crie-t-on au loup? », printemps 2007.

<sup>4</sup> TRUDEL, Jonathan. L'actualité, 15 octobre 2007 « La Suède : un modèle pour le Québec ? ».

<sup>5</sup> The Congress of the United States, CBO's Method for Estimating Potential Output: An Update, août 2001, disponible en ligne à <http://www.cbo.gov/ftpdocs/30xx/doc3020/PotentialOutput.pdf>.

<sup>6</sup> GIORNO, Claude et autres. Revue économique de l'OCDE, no 24, « Production potentielle, écarts de production et soldes budgétaires structurels », 1995, p. 179-204.

<sup>7</sup> ST-AMANT, Pierre et VAN NORDEN, Simon. Measurement of the Output Gap : A Discussion of Recent Research at the Bank of Canada, Rapport technique no 79, Banque du Canada, août 1997.

<sup>8</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Impacts des changements démographiques sur l'économie, le marché du travail et les finances publiques », février 2005.